

Chacun pour soi: les Européens se divisent sur la crise financière

di Arnaud Leparmentier

A l'heure où les Etats-Unis espèrent sortir de la crise avec l'adoption par le Sénat du plan Paulson, destiné à sauver leur système financier, les Européens se sont déchirés mercredi 1er octobre et sur la gravité de la crise et sur la manière de la résoudre. Le conflit révèle deux conceptions du sauvetage européen : d'un côté, l'approche fédérale, prônée par les Français, le Benelux, la Banque centrale européenne (BCE) et les banques privées allemandes ; de l'autre, le " Aide-toi, le ciel t'aidera ", version optimiste du " Sauve qui peut ! " défendu par Berlin et appliqué avec célérité par l'Irlande.

La crise est déclenchée par le cavalier seul de Dublin, qui décide unilatéralement, mercredi midi, de garantir pendant deux ans l'intégralité des dépôts de six grandes banques irlandaises. Une bagatelle de 400 milliards d'euros, deux fois son produit intérieur brut ! Le premier ministre britannique, Gordon Brown, l'apprend par la radio. Il est en porte-à-faux, lui qui vient d'annoncer que la garantie des dépôts britanniques était généreusement portée de 35 000 à 50 000 livres. Les banques anglaises, qui se voient exclues du plan même lorsqu'elles sont établies en Irlande, crient à la distorsion de concurrence. La réalité est encore plus grave : l'Irlande adopte une attitude non coopérative, qui risque d'attirer tous les capitaux d'Europe et de déstabiliser ses voisins de l'Union européenne (UE).

La présidence française de l'UE réfléchit alors à une initiative européenne et multiplie les propositions. Mais les Allemands la font exploser en direct, provoquant une grave crise entre les deux capitales. A 18 h 27 mercredi, l'agence Reuters, informée par une ambassade à Bruxelles, annonçait qu'un plan français prévoyait de créer un fonds fédéral européen de 300 milliards d'euros pour renflouer les banques. Rien à voir avec les propos tenus le matin par le premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, qui indiquait que l'Europe n'avait pas besoin de " plan Juncker " parce que la situation des banques européennes était assez saine... Berlin met sept minutes à réagir. C'est " Nein ! ", fait savoir le ministre des finances, Peer Steinbrück. Une réaction si prompte que Paris accuse Berlin d'être à l'origine de la fuite.

Les accusations fusent entre Paris et Berlin : " Tout le monde cogite, mais M. Steinbrück n'aime pas les propositions et les tue par avance. Il ne veut pas la moindre dépense, d'autant que le pays est en campagne électorale ", accuse l'entourage de M. Sarkozy. Les Français nient avoir fait des propositions chiffrées. En réalité, c'est le premier ministre néerlandais Jan-Peter Balkenende qui a proposé lors de sa rencontre avec Nicolas Sarkozy que chaque Etat verse 3 % de son produit intérieur brut (PIB) européen au fameux fonds, qui resterait géré par les Etats mais dont les conditions d'octroi seraient régies par des règles européennes. Une taquinerie aux critères de Maastricht, et qui permet, par un calcul rapide, d'aboutir à la somme astronomique de 350 milliards d'euros.

Le refus politique allemand, contesté par une partie de la presse outre-Rhin, est sans appel et menace la réunion prévue si possible samedi à Paris, où Nicolas Sarkozy a convié ses partenaires européens du G8 (Royaume-Uni, Allemagne, Italie) ainsi que la Commission, la BCE et M. Juncker. " Cette proposition de fonds n'a pas été faite en accord avec l'Allemagne, indique

l'entourage de la chancelière Angela Merkel. Nous ne la considérons pas comme praticable. Il faut rétablir la sécurité et la confiance sur les marchés financiers, mais cela ne doit pas passer par un fonds européen centralisé, car l'Union européenne est fondée sur la subsidiarité. " Pour Mme Merkel, une telle initiative conduirait les Européens à se déchirer immédiatement, pour savoir quelles pertes indemniser et combien verser à tel pays.

Un fonds fédéral est aux antipodes de la vieille conception allemande, qui plaide, depuis Maastricht et sous la pression des Länder, pour une déconcentration des pouvoirs. De même qu'ils ont toujours refusé le concept français de gouvernement économique, les chanceliers Helmut Kohl et Gerhard Schröder se sont battus contre l'émergence d'un budget fédéral, ne serait-ce que pour réduire leur facture à l'Europe. " Une Union de transferts financiers est aussi peu probable qu'une famine en Bavière ", assurait en 1998 le ministre-président conservateur de Bavière, Edmund Stoiber. Cette vision se trouve accentuée par la campagne électorale allemande, alors que la vertu budgétaire et la subsidiarité sont portées par la gauche et la droite.

Le premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker et la Commission européenne connaissent assez les réticences allemandes pour ne pas avoir imaginé un tel plan, préférant parler de coordination.

Mais le camp intégrationniste (France, Belgique, Pays-Bas) estime qu'il y a urgence. Et ils ont deux soutiens de taille : celui du parrain de la finance allemande, Josef Ackermann, président de la première banque du pays, la Deutsche Bank, et surtout celui de Jean-Claude Trichet, président de la BCE.

Depuis une semaine, M. Trichet appelle les Etats au secours. La BCE a inondé pendant des mois le marché de liquidités pour sauver les banques de la syncope. En échange, les banques doivent lui confier des actifs en garantie. Au fil du temps, ces actifs sont de qualité de moins en moins bonne et le bilan de la BCE s'en est trouvé fragilisé, comme celui de la Réserve fédérale américaine. Les gouvernements doivent intervenir. " Nous avons besoin d'une solution viable ", a dit M. Trichet aux dirigeants belges et néerlandais qui étaient au chevet de Fortis ce week-end.

" MIEUX DISANT EUROPÉEN "

Il faudrait généraliser la méthode de sauvetage appliquée à Dexia et Fortis par le Benelux et la France. C'est la thèse exposée par la ministre des finances française Christine Lagarde dans un entretien recueilli mercredi par le Handelsblatt. " Que se passerait-il si un petit Etat de l'UE était confronté à une faillite bancaire ? Peut-être cet Etat n'aurait-il pas les moyens de sauver l'institut en question. Se pose alors la question d'une solution à l'échelle européenne ", y déclare la ministre française, lançant l'idée d'un " fonds de garantie ", alimenté par les Etats membres ou le budget de l'Union européenne, qui prendrait des participations directes ou dans des structures de cantonnement d'actifs. Le ministre belge des finances Didier Reynders voit dans les interventions groupées un autre avantage : elles sont suffisamment rassurantes pour pouvoir mettre à contribution des actionnaires privés dans les opérations de renflouement.

Dans ce contexte, les Français ne décolèrent pas contre Berlin et attaquent leur manière de sauver leurs banques. " Moins ils interviennent, plus ils sont contents ", accuse un ministre français. Cette solution, orthodoxe budgétairement, ne résout guère le problème immédiat, qui est celui d'un manque de liquidité. Elle n'impressionne pas les marchés financiers et ne permet pas de stopper de façon décisive la propagation de la crise. Français et les Beneluxiens ont adopté des solutions plus radicales en nationalisant leurs banques. Le remède a l'avantage de régler les problèmes de

liquidités et d'être jugée crédible par les marchés, qui réduisent leurs attaques. Mais la solution est coûteuse budgétairement et se fait au détriment de la loi européenne qui interdit les règles d'Etat.

" Nicolas Sarkozy a raison de proposer une réponse coordonnée. S'il essuie un refus, il pourra dire : chacun fait ce qu'il veut et qu'on ne vienne pas nous ennuyer. On ne pourra pas lui faire porter le chapeau, car il aura été le mieux disant européen ", poursuit ce ministre français. Les Français assurent qu'ils n'ont pas d'" agenda national caché ", leurs banques étant, selon eux, les plus solides d'Europe.